

## Midi de la finance : Et si on parlait Commodities ?

### 2) Enjeux géopolitiques

*Dr. Ulrich Hoffman, responsable de l'Unité Commerce et développement durable à la CNUCED/UNCTAD a présenté lors de ce deuxième midi de la finance consacré aux commodities les enjeux géopolitiques entourant l'agriculture mondiale. Il a abordé tant les solutions pour résoudre le problème de la faim dans le monde que les voies que devraient emprunter l'agriculture pour ne plus contribuer au réchauffement climatique.*

*Les responsables gouvernementaux tardent à renverser les politiques qui sont dommageables et à instaurer des mesures incitatives. Pour les investisseurs il manque un cadre et les incitations pour canaliser les investissements vers une agriculture durable. Selon le conférencier, les responsables politiques sont paralysés par la gravité des conséquences prévisibles d'un réchauffement climatique, ainsi que par la crise de l'euro, et gardent les citoyens dans l'ignorance. Le temps presse pourtant: Dr. Hoffmann avance avec humour que si l'on peut vivre sans euro, on ne peut pas vivre sans nourriture.*

#### **Une offre de nourriture globale suffisante**

La production de nourriture n'a jamais été aussi élevée et la faim ou la malnutrition, qui ont même crû ces deux dernières années, sont dus à des problèmes structurels. L'objectif du Millénaire de diviser le nombre de personnes souffrant de la faim par deux d'ici 2015 est ainsi totalement inatteignable en l'état actuel.

#### **Une série de difficultés structurelles : la faim perdue**

Le 60% des personnes affamées vivent et travaillent dans des régions rurales où elles ne produisent pas assez de nourriture pour subvenir à leurs propres besoins.

Une part croissante de la production céréalière est détournée de l'alimentation humaine directe vers l'alimentation animale (poulets, cochons et bovins) et vers les « biofuels ». Pourtant il est bon de rappeler que dans un élevage animal traditionnel, la nourriture des animaux n'est pas en concurrence avec celle des humains: bovins sont des ruminants qui, comme des poulets, se nourrissent d'herbe alors que les cochons mangent des restes. L'élevage industriel est ainsi responsable de cette concurrence alimentaire tout en accentuant fortement le réchauffement climatique: production et transport d'alimentation animale et diminution des bassins de rétention de carbone que sont les prairies.

L'agriculture ne peut pas être traitée comme un secteur industriel. La longue baisse des prix depuis le milieu des années 70 et jusqu'au tournant du siècle a entraîné une pression sur les coûts. La réponse logique a été de se tourner vers la monoculture et l'agro-industrie à large échelle dans le but d'obtenir des rendements d'échelle. La conséquence est l'épuisement des sols et une très forte augmentation des inputs externes de type fertilisants et insecticides : l'intensité des inputs agro-chimiques a augmenté de 8x pour une production qui n'a augmenté que de 2x. Le rapport entre prix de la production d'aliments et prix des inputs a ainsi évolué de façon très défavorable. A cela s'ajoute une contamination importante, et qui n'est pas mesurée, de l'eau par le nitrogène ainsi que par les antibiotiques lorsqu'il y a une production animalière à proximité (les coûts de contamination de nitrogène en Europe, par exemple, sont estimés à 70-320 milliard de Euros par an ou jusqu'à 730 Euros par personne par an – un montant deux fois plus élevé que le bénéfice de agriculture).

L'agriculture a été délaissée par les pouvoirs publics. Dans les pays en développement mais aussi en Chine, le secteur demeure le plus important de l'économie (représentant entre 20-60% de production nationale) alors qu'il ne reçoit que 4 à 5% du budget de l'Etat. De plus, ces dépenses sont la plupart du temps constituées de subsides à mauvais escient, par exemple dans des agents fertilisants ou de carburant/électricité. En Inde par exemple, le budget pour les engrais chimiques dépasse celui de la défense. Au lieu de cela, les Etats devraient investir dans l'accès à l'énergie pour les régions rurales, qui en sont dépourvues à 85% en Afrique (hors RSA), et dans les infrastructures de transport : l'énergie est nécessaire pour le stockage et la transformation des matières premières alimentaires. En effet 30 à 40% de la production est actuellement perdue après la récolte par manque d'infrastructure. Rien qu'en résolvant ce problème, la production alimentaire actuelle suffirait à nourrir une population globale 50% plus nombreuse d'ici 2050.

L'agriculture telle qu'elle s'est développée n'est pas à même de résoudre les problèmes de la faim, elle dépend de subsides mal ciblés et a encouragé les cultures de rente au détriment des cultures de subsistance. La crise sur les prix alimentaires de 2008 a permis de renverser certaines de ces données. Par exemple, les cultures vivrières sont aujourd'hui relativement plus lucratives que celle des productions d'exportation. Mais il n'est pas simple de changer de production du jour au lendemain.

**L'agriculture industrielle affecte gravement le climat : elle est le plus grand contributeur aux gaz à effet de serre, soit 50% du total environ.**

De vastes régions de production alimentaire (Afrique, Sud des Etats-Unis, Amérique latine, Inde, Chine du Sud, Australie par exemple) vont subir une perte de productivité de 15 à 50% dû au changement climatique d'ici 2080. Et ces pertes projetées sont plutôt révisées à la hausse.

Face à l'augmentation massive des gaz à effet de serre (hors CO2) produits par l'agriculture et prévue d'ici 2030, les réductions nécessaires sont de l'ordre de 70%. Une approche complètement revue de la production alimentaire est ainsi nécessaire.

Changement climatique : il y a urgence et le scénario actuel est de +3-5 degrés. Disparition de terres émergées, du Bangladesh aux Pays-Bas, accès à l'eau et aux terres arables, envolée des prix des aliments, migrations et conflits sont des scénarios très réels.

**La solution : la séquestration terrestre du carbone par une agriculture tournée vers la reconstitution de la matière organique des sols.**

L'augmentation de la matière organique constitutive des sols par l'usage du compost est une éponge à carbone. C'est un sol vivant, plus productif grâce à une biodiversité retrouvée et qui permet une meilleure rétention de l'eau.

Si la forêt augmente sa biomasse de 10% par an, les prairies l'augmentent de 150%, ce qui les rend extrêmement efficaces dans la séquestration du carbone.

L'agriculture biologique et l'élevage animal en pâturage sont des solutions très efficaces. D'ailleurs une vache « suisse » qui séjourne à l'alpage durant la belle saison est neutre pour le climat malgré le méthane émis. C'est l'élevage industriel qui met en danger le climat.

**Conclusions : un tournant à 180 degrés du secteur agricole contre la faim et pour le climat**

- Une agriculture biologique qui reconstruit les sols, de plus grande proximité et avec un accent sur les cultures vivrières; un élevage animal en circuit fermé sur pâturage.
- Des politiques incitatives revues et corrigées en faveur d'une agriculture biologique. Des pénalités à l'agriculture traditionnelle versus une aide à la production biologique, aux petits producteurs et des investissements dans la recherche mais aussi dans les infrastructures qui permettent de limiter les pertes des récoltes.
- La fin des subsides de l'énergie pour internaliser les coûts de transport et d'industrialisation du secteur agricole.
- Un cadre à la politique agricole durable et des mesures incitatives qui canalisent les investisseurs vers ces solutions durables.
- Une réforme du règlement de commerce international qui permet aux gouvernements intéressés de prendre de propres mesures pour soutenir l'agriculture soutenable. La réforme doit aussi réduire les subsides à mauvais escient.
- Des responsables politiques nationaux et dans les organisations internationales (FAO, OCDE, G20, G8, WTO par exemple) qui osent affronter les problèmes et intérêts dominants et mettent en place des politiques favorables à l'évolution durable de ce secteur crucial.